

ARCHIVES ET DROITS DE L'HOMME

Nouvelles de la Section des Archives et des Droits de l'Homme *Lauréat du Premier prix International des Droits de l'Homme de l'Association d'Espagne pour les Droits de l'Homme*

Numéro 150, Juin 2022

Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson

Commentaires.

Fermé. Non, ce n'est pas un signe sur un magasin de vêtements ou un café. Ce sont plutôt les nouvelles des tribunaux hybrides pour le Cambodge et le Liban.

En juin, le Tribunal spécial pour le Liban a annoncé qu'il "sera fermé après juillet en raison d'une crise de financement". <https://liberties.aljazeera.com/en/special-tribunal-for-lebanon-to-close-its-doors/>

Quelques jours plus tard, le vice-Premier ministre cambodgien "a informé des diplomates étrangers représentant 10 pays donateurs que les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (CETC), communément appelées le Tribunal des Khmers rouges, termineront leur dernière affaire d'ici la fin de cette année et se concentreront sur l'archivage par la suite". <https://www.phnompenhpost.com/national-kr-tribunal/eccc-closing-final-case-years-end>

Après la mise en place des Tribunaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, avec des procureurs et des juges internationaux, des questions se sont posées quant à la participation des pays où les crimes ont été commis. De cette préoccupation est né le premier tribunal "hybride", le Tribunal spécial pour la Sierra Leone, composé d'un mélange de juges et de procureurs internationaux et sierra-léonais. Créé en 2002, il a terminé ses affaires en 2013 et un tribunal spécial résiduel a été créé, avec son "siège principal" à Freetown, en Sierra Leone, mais exerçant ses fonctions "à un siège provisoire aux Pays-Bas avec un sous-bureau à Freetown pour la protection et le soutien des témoins et des victimes". Après des négociations, une copie numérique des documents accessibles au public a été réalisée et remise au gouvernement de la Sierra Leone, tandis que les originaux de tous les formats ont été expédiés au nouveau siège provisoire à La Haye.

La Cour pénale internationale a été créée le 1er juillet 2002 lorsque 60 pays ont ratifié le Statut de Rome portant création de la Cour. Et bien qu'il y ait désormais une véritable cour pénale internationale, des juridictions hybrides ont continué à se créer :

* Les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens ont été créées par un accord entre les Nations Unies et le gouvernement cambodgien en 2003 pour juger les crimes graves commis pendant la période des Khmers rouges (1975-1979), crimes antérieurs à la création de la Cour pénale internationale (la CPI ne peut juger que les cas où les crimes ont été commis après le 1er juillet 2002). Il siège à Phnom Penh avec des juges, des procureurs et du personnel cambodgiens et internationaux.

* Les chambres spécialisées du Kosovo et le bureau du procureur spécialisé ont été créés en 2016 à la suite d'un accord entre le Kosovo et l'Union européenne, et le Kosovo a modifié sa constitution nationale pour intégrer cette cour dans le système judiciaire du Kosovo. Elle juge les affaires nées du conflit au Kosovo entre le 1er janvier 1998 et le 31 décembre 2000, période également antérieure à la Cour pénale internationale. Il siège à La Haye avec des juges et des procureurs issus de l'Union européenne et d'autres pays contributeurs financiers, mais pas du Kosovo.

* Le Tribunal spécial pour le Liban a été créé par le Conseil de sécurité des Nations Unies en mai 2007. Le mandat principal du Tribunal est de juger les personnes accusées d'avoir perpétré l'attentat du 14 février 2005 à Beyrouth qui a fait 22 morts, dont l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri, et blessé de nombreuses autres personnes. Il siège aux Pays-Bas avec des juges et du personnel libanais et internationaux.

Où iront donc les archives originales et sensibles des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens et du Tribunal spécial pour le Liban ? Bien qu'un procureur de l'un des tribunaux hybrides internationaux m'ait un jour soutenu que les seuls dossiers importants de la cour étaient ceux des procédures officielles devant les tribunaux, les dossiers du procureur contiennent une mine d'informations qui, pour des raisons de preuve ou de temps, n'ont jamais été enregistrées dans le dossier judiciaire mais ont pourtant une grande importance historique. Les dossiers du greffier, tels que ceux sur la protection des témoins et des victimes, les activités d'information du public et les procédures de fonctionnement, sont également importants, tout comme les dossiers des chambres des juges et des conférences judiciaires. De plus, ces tribunaux jugent les crimes internationaux, et bien que les records soient les plus critiques pour l'histoire d'un pays ou d'une région, ils ont une valeur de précédent et historique dans le monde entier. Et, après les millions de dollars, d'euros et de yens versés dans les tribunaux, y aurait-il maintenant de l'argent pour faire des copies numériques, au moins des procédures publiques, et les mettre à la disposition du public dans les pays les plus touchés ?

Il y a dix ans, on s'intéressait activement à la construction à La Haye d'un bâtiment pour les archives des tribunaux internationaux. Ce plan semble s'être évaporé, et une fois de plus, il y aura une bousculade pour trouver un endroit sûr, mais accessible, pour conserver ces records d'importance internationale. Toutes les parties doivent être d'accord et le public doit être informé. Une solution sensée doit être trouvée. À présent. La communauté internationale relèvera-t-elle le défi ?

Nouvelles SADH. Le prochain *First Tuesday Talk* aura lieu le 2 août. Peter Horsman parlera au sujet de « Documenter la justice du génocide: Les archives de Garaca au Rwanda ».

Nouvelles internationales.

Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, *Memorial Human Rights Center* (HRC) et le Centre syrien pour les médias et la liberté d'expression (SCM) ont déposé une plainte auprès de la Cour, alléguant que “la Russie exerçait un contrôle effectif sur la partie du territoire syrien” où un homme, Mohammed A., a été brutalement tué par des hommes soupçonnés d'être des membres du groupe Wagner, une société militaire privée russe. Des vidéos de la mort de l'homme sont apparues en 2017 et 2019, conduisant à l'identification de la victime et des tueurs. Les plaintes déposées devant les tribunaux russes n'ont pas abouti, affirmant que “la réalité de la mort de Mohammed n'avait pas été établie et la fiabilité de la séquence vidéo n'avait pas été confirmée”. Le Centre syrien de justice et de responsabilité a déclaré que “le gouvernement russe nie à plusieurs reprises tout lien” avec Wagner, et que la Russie a “exprimé son intention de se retirer de la Convention européenne des droits de l'homme et donc de la compétence de la Cour européenne des droits de l'homme”, ce qui rend l'issue de la plainte incertaine”. https://www.fidh.org/IMG/pdf/wagner-cedh-q_a-en.pdf ; https://syriaaccountability.org/the-case-against-russias-wagner-group-and-what-it-means-for-syria/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=57a4658a75-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-57a4658a75-96428969

Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Le *BIRN* a annoncé avoir accordé des subventions à 13 journalistes, historiens, artistes et militants “pour créer de petits projets fondés sur les archives du tribunal des crimes de guerre des Nations Unies à La Haye et des tribunaux nationaux dans les anciens pays yougoslaves”. Un responsable du *BIRN* a déclaré : “Les archives elles-mêmes ne sont pas une garantie de non-réurrence des conflits, mais si elles sont utilisées par divers acteurs issus de différents milieux de recherche et universitaires, elles peuvent contribuer à la sensibilisation et peuvent être utilisées comme des outils pour déclencher dialogues et inspirer les autres à poursuivre leurs efforts pour rechercher la justice et la vérité”. <https://balkaninsight.com/2022/06/02/birn-funds-projects-to-research-war-crime-case-archives/>

Organisation internationale du travail. Les délégués à la Conférence internationale du Travail ont adopté une résolution visant à ajouter “un environnement de travail sûr et sain” comme cinquième principe des “Principes et droits fondamentaux au travail” de l'Organisation internationale du Travail”. Les Principes ont été adoptés en 1998 et tous les États membres doivent respecter les Principes. https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_848132/lang--en/index.htm

Mécanisme international résiduel pour les tribunaux pénaux (IRMCT). Le Procureur, Serge Brammertz, a présenté un rapport d'étape au Conseil de sécurité. Il a noté que lorsque les travaux de l'IRMCT seront terminés, il “restera des milliers d'affaires qui doivent encore être réglées devant les tribunaux nationaux”: plus de 1 000 fugitifs inculpés par le Rwanda et “plus de 3 000 auteurs présumés de crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide devant faire l'objet d'enquêtes et de poursuites” dans les États des Balkans. La “collection de preuves de l'IRMCT contient plus de onze millions de pages de témoignages, de rapports et de dossiers dont les procureurs nationaux ont besoin”. Il a indiqué que les procureurs en chef de Bosnie-Herzégovine et de Serbie “continuent d'échanger des preuves et des dossiers”, mais “les deux pays éprouvent de graves difficultés à obtenir la coopération de la Croatie”. <https://www.irmct.org/sites/default/files/statements-and-speeches/220614-prosecutor-remarks-unsc-en.pdf>

En novembre 2021, le gouvernement du Niger a signé un accord avec l'ONU pour réinstaller dans le pays huit personnes qui ont purgé leur peine prononcée par le Tribunal pénal international pour le Rwanda. Les hommes sont arrivés le 5 décembre, “soi-disant pour vivre librement et en permanence”, a rapporté *JusticeInfo*. Puis le Niger est revenu sur sa position, déclarant l'accord terminé et disant à l'ONU que les hommes devaient être expulsés car leur présence “constitue une menace et un trouble à l'ordre public”. Les autorités nigériennes ont “privé [les hommes] de leurs papiers depuis le 25 décembre 2021 », et les ont assignés à résidence, “surveillés par des policiers qui ont encerclé leur résidence”. L'IRMCT n'a pas pu trouver de nouveau pays d'accueil. https://www.justiceinfo.net/en/93462-punishment-stateless-ictr-migrants.html#utm_source=emailing&utm_medium=email&utm_campaign=Newsletter-EN-06-06-to-10-06-2022

“Des militants ont renouvelé leur appel à apporter au Rwanda les archives physiques du Tribunal pénal international pour le Rwanda”, a rapporté *The New Times* (Rwanda). <https://www.newtimes.co.rw/news/activists-renew-call-return-un-court-archives-rwanda>

UNICEF. “Entre 2005 et 2020, les Nations Unies ont vérifié plus de 266 000 violations graves contre des enfants commises par des parties à des conflits dans plus de 30 situations de conflit en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient et en Amérique latine. . . Ce chiffre ne représente qu'une fraction des violations qui auraient eu lieu, car les contraintes d'accès et de sécurité, entre autres, et la honte, la douleur et la peur dont souffrent les enfants et les familles survivants entravent souvent le signalement, la documentation et la vérification des violations graves contre les enfants dans les situations de conflit armé ». Le rapport est fondé sur “seize années de données du rapport annuel du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés”. <https://www.unicef.org/press-releases/staggering-scale-grave-violations-against-children-conflict-revealed-new-unicef>

Nations Unies. L'ONU a publié “Diligence raisonnable accrue en matière de droits de l'homme pour les entreprises dans des contextes touchés par des conflits : un guide”. Dans une section intitulée “Suivi”, le Guide indique : “Le suivi doit tenir compte de la manière dont les leçons apprises concernant la diligence raisonnable accrue en matière de droits de l'homme sont capturées, stockées et partagées pour s'assurer qu'elles informent les activités futures. Il y a souvent une réticence à documenter et à communiquer lorsque les activités commerciales rencontrent des difficultés, mais c'est le moment où les leçons les plus précieuses peuvent être apprises et partagées. Il rappelle également aux entreprises que “lorsqu'elles communiquent, les entreprises doivent veiller à ne pas divulguer d'informations sur la manière dont des impacts spécifiques sont traités lorsque cela pourrait présenter des risques pour les parties prenantes ou le personnel concernés”. <https://www.undp.org/publications/heightened-human-rights-due-diligence-business-conflict-affected-contexts-guide>

Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) a publié une version révisée du Protocole d'Istanbul, officiellement connue sous le nom de *Manuel pour une enquête et une documentation efficaces sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants*. Il s'agit de “la norme mondiale pour une enquête et une documentation efficaces sur la torture et d'autres formes de mauvais traitements, qui a été approuvée par le HCDH depuis 1999. La mise à jour du Protocole d'Istanbul est l'aboutissement d'un processus de six ans, avec des contributions de plus de 180 experts anti-torture de 51 pays”. <https://www.ohchr.org/en/press-briefing-notes/2022/06/istanbul-protocol-launch-revised-version-international-guidelines>

Organisation mondiale de la santé. “L'Organisation mondiale de la santé a déclaré ... sa dernière enquête sur les origines du COVID-19 n'a pas été concluante, en grande partie parce que les données de la Chine manquent”, a rapporté *Reuters*. <https://www.reuters.com/business/healthcare-pharmaceuticals/pandemics-origins-observed-by-lack-chinese-data-who-panel-2022-06-09/>

Nouvelles du Monde/générales.

Monde des Affaires. *Global Witness*, l'ONG basée au Royaume-Uni, a rapporté que “le caoutchouc, plus encore que l'huile de palme, est l'exportation agricole qui constitue la plus grande menace pour les forêts tropicales d'Afrique centrale et occidentale”, qui sont “essentiels dans la lutte contre le changement climatique”. Son enquête “a utilisé des données satellites Landsat et Sentinel sur des concessions agro-industrielles établies au Cameroun, au Gabon, au Libéria, au Nigeria, en Côte d'Ivoire et au Ghana” et a révélé que la culture industrielle du caoutchouc “semble être responsable de près de 520 kilomètres carrés de déforestation depuis 2000”. Les données de l'Observatoire de la complexité économique ont montré que l'UE a importé d'Afrique de l'Ouest et centrale en 2020 503 000 000 \$ de caoutchouc, contre 39 000 000 \$ d'huile de palme. Trois sociétés internationales possèdent actuellement la plupart des plantations où la déforestation a eu lieu : les sociétés singapouriennes Olam et Halcyon Agri et la franco-belge Socfin ; le rapport contient les réponses des entreprises. <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/forests/rubbed-out/>

Un tribunal fédéral américain “a rejeté une action en justice intentée par huit citoyens maliens qui cherchaient à tenir Hershey Co, Nestlé SA, Cargill Inc. et d'autres responsables de l'esclavage des enfants dans les plantations de cacao en Côte d'Ivoire”, déclarant que “les plaignants dans le recours collectif proposé n'avaient pas qualité pour agir” et poursuivre parce qu'ils n'ont pas montré de “lien traçable” entre les sept sociétés défenderesses et les plantations spécifiques où elles travaillaient”, a rapporté *Reuters*. Le juge a également déclaré que “les plaignants n'ont pas non plus expliqué de manière adéquate le rôle des intermédiaires dans la chaîne d'approvisionnement du cacao, notant que les entreprises ne surveillaient pas l'activité dans les "zones franches "où environ 70% à 80% du cacao est produit”. En d'autres termes, aucun enregistrement de connexions, aucune poursuite. <https://money.usnews.com/investing/news/articles/2022-06-28/hershey-nestle-cargill-win-dismissal-in-u-s-of-child-slavery-lawsuit>

JusticeInfo a publié une étude sur le “nombre croissant de procédures pénales visant à tenir les entreprises multinationales responsables de leur rôle direct ou indirect dans les crimes internationaux ou les violations graves des droits de l'homme. Il s'agit notamment de complicité dans des crimes de guerre, de complicité avec des dictatures ou de destruction de l'environnement. Les ONG et les communautés de victimes se battent pour miner les protections juridiques des acteurs économiques impliqués dans ces abus”. <https://www.justiceinfo.net/en/102125-corporations-face-rising-tide-justice.html>

Changement climatique. Un nouveau rapport de *l'Institute for Strategic Dialogue* et de la coalition *Climate Action Against Disinformation*, qui compte plus de 20 membres, documente “l'étendue et la nature diverse de la désinformation climatique autour de la conférence internationale sur le climat de l'année dernière à Glasgow, la COP26”, rapporte *Inside Climate News*. L'équipe de recherche a “analysé des centaines de milliers de messages sur les médias sociaux au cours des 18 derniers mois” et a constaté “qu'en dépit des promesses faites ces dernières années par les entreprises technologiques de lutter contre la diffusion de “fake news” sur leurs plateformes, les messages contenant des informations trompeuses ou fausses sur le changement climatique continuent de fleurir en ligne”. Elle a également constaté qu'une grande partie de la désinformation provient d'un petit groupe d'acteurs”. L'étude recommande aux entreprises technologiques de “limiter la promotion trompeuse des combustibles fossiles dans les publicités payantes et les contenus sponsorisés ; appliquer ou introduire des politiques contre les récidivistes qui diffusent de la désinformation sur leurs produits et services ; mieux étiqueter les contenus anciens ou trompeurs afin d'empêcher la remise en circulation de la désinformation ; permettre des recherches basées sur l'image via des API [interface de programmation d'applications] afin de mieux suivre la désinformation virale sous forme de mines d'information, de vidéos et d'images”. https://insideclimatenews.org/todaysclimate/online-disinformation-uses-culture-wars-to-delay-climate-action-study-says/?utm_source=InsideClimate+News&utm_campaign=c4eb02c470-&utm_medium=email&utm_term=0_29c928ffb5-c4eb02c470-328765186 ; <https://foe.org/news/deny-deceive-delay/>

Archives médicales. La Food and Drug Administration américaine a autorisé l'utilisation du logiciel StrivePD, qui utilise l'API des troubles du mouvement d'Apple pour “suivre les tremblements et les symptômes dyskinétiques de la maladie de Parkinson à partir de l'Apple Watch”, rapporte *STAT*. Les données sont toutes recueillies dans une application iPhone, qui permet aux patients d'enregistrer leurs symptômes et de suivre la prise de médicaments...”. https://www.statnews.com/2022/06/13/apple-watch-parkinsons-rune-fda/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=c7e76c7c4e-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-c7e76c7c4e-149736437

Une équipe de recherche a “extrait des données” pour 2016-2019” de *ClinicalTrials.gov* sur les essais cliniques de phase 1-3 de médicaments et de dispositifs basés aux États-Unis, financés par l'industrie pharmaceutique ou le gouvernement”, rapporte-t-elle dans *Contemporary Clinical Trials*. “Sur 1 433 essais incluant 302 664 participants dans notre analyse, en moyenne 41,2% étaient des femmes”, que ce soit pour les essais sur les maladies cardiovasculaires, la psychiatrie ou le cancer, y compris les conditions où la majorité des patients sont des femmes. “Étant donné les différences potentielles entre les sexes dans les réponses aux traitements et les toxicités, l'inclusion adéquate des femmes dans les essais cliniques reste critique ...”.

https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1551714422000441?via%3Dihub&utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=00ef72d9c9-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-00ef72d9c9-149736437

Migration. *Human Rights Watch* a demandé une “enquête indépendante et impartiale” sur la mort d'au moins 23 migrants de sexe masculin à la frontière entre Mililla (Espagne) et le Maroc le 24 juin. *HRW* a déclaré avoir vu “des vidéos et des photographies” montrant “des corps éparpillés sur le sol dans des mares de sang, des forces de sécurité marocaines frappant des personnes à coups de pied et de bâton, et la *Guardia Civil* espagnole lançant des gaz lacrymogènes sur des hommes s'accrochant à des clôtures”, ainsi que des photographies d’“au moins 10 tombes individuelles fraîchement creusées” qu'elle a localisées en utilisant des images satellites. <https://www.hrw.org/news/2022/06/29/morocco/spain-horrific-migrant-deaths-melilla-border>

Human Rights Watch a déclaré que “les migrants et les demandeurs d'asile qui entrent au Mexique par sa frontière sud sont confrontés à des abus et luttent pour obtenir une protection ou un statut juridique en raison des politiques visant à les empêcher d'atteindre les États-Unis”. *HRW* “a interrogé plus de 100 migrants, demandeurs d'asile, représentants de groupes de défense des droits des migrants et d'agences des Nations unies, ainsi que des fonctionnaires du Guatemala, du Honduras et du Mexique, entre août 2021 et avril 2022” et a constaté que “la plupart des demandeurs d'asile entrent au Mexique sans papiers”. En 2021, la Commission mexicaine d'aide aux réfugiés (COMAR) a reçu “plus de 130 000” demandes de statut de réfugié “mais n'en a traité que 38 005”. Par la suite, les pays de l'hémisphère occidental réunis en sommet ont publié une “Déclaration de Los Angeles” promettant d'augmenter le financement des “défis migratoires” et d'améliorer le “partage des informations”.

<https://www.hrw.org/news/2022/06/06/mexico-asylum-seekers-face-abuses-southern-border>; <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2022/06/10/los-angeles-declaration-on-migration-and-protection/>

L'agence migratoire mexicaine a déclaré avoir “délivré près de 7 000 documents temporaires et visas de transit ... aux membres d'une caravane de migrants” dans le sud du Mexique. Selon *l'AP*, les migrants ont montré aux journalistes “des documents qui leur donnaient un délai d'un mois ou plus pour quitter le pays ou entamer des procédures de régularisation au Mexique”.

<https://abcnews.go.com/International/wireStory/mexico-issues-7000-temporal-documents-migrant-caravan-ends-85334506>

Selon *Reveal*, par le biais d'une “demande d'archives publiques et d'un procès ultérieur”, les États-Unis ont reçu du *Office of Refugee Resettlement* les “*Significant Incident Reports*”, des documents que les refuges hébergeant des enfants réfugiés doivent déposer lorsque quelque chose “de notable se produit avec un enfant sous la responsabilité d'un programme donné”. Elle a “obtenu des récits complets sur des épisodes suicidaires chez des enfants migrants de fin janvier à fin avril 2021”, mais sans les noms des enfants ni l'issue des cas. “*Reveal* a trouvé près de 600 épisodes dans lesquels des enfants migrants sous la garde du gouvernement ont déclaré avoir envisagé ou tenté de se suicider, avant ou depuis leur arrivée aux États-Unis”. Les archives montrent qu'aucun enfant n'est mort par suicide pendant qu'il était sous la garde du refuge.

https://revealnews.org/article/migrant-children-suicide-thoughts-us-custody/?utm_source=reveal-newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=weekly-reveal

Restitution. Lors du symposium “Culture Grows” à Nairobi, les intervenants ont insisté pour que les demandes de restitution du matériel culturel aujourd'hui hébergé en dehors du continent africain ne se concentrent pas seulement sur les “sculptures et les artefacts” mais aussi sur les “riches séquences filmées d'archives et les enregistrements audio pris pendant la période coloniale”, rapporte *Global Voices*. “Plus de 90% de l'héritage culturel matériel de l'Afrique subsaharienne reste préservé et hébergé en dehors du continent africain, estiment les experts”. <https://goodmenproject.com/featured-content/africas-heritage-restitution-debate-extends-to-audio-and-visual-archives/>

Seconde Guerre mondiale. Le Vatican a annoncé que le pape François a ordonné “la publication en ligne de 170 volumes de dossiers relatifs aux personnes juives provenant des archives du pape Pie XII récemment ouvertes”, rapporte le *Guardian*. “La documentation contient 2 700 dossiers de demandes d'aide du Vatican émanant de groupes et de familles juives, dont beaucoup avaient été baptisés en tant que catholiques et n'étaient plus des juifs pratiquants”. L'annonce a suivi la publication, le 7 juin, du livre de David Kertzer, *The Pope at War*, qui analyse les informations trouvées lors de recherches dans les archives du Vatican récemment ouvertes pour la période de la Seconde Guerre mondiale et fait état de “documents attestant de recherches frénétiques de certificats de baptême, de listes de noms de convertis remises par le Vatican à l'ambassadeur d'Allemagne et de supplications sincères de catholiques demandant au pape de retrouver des parents d'origine juive”, rapporte *AP*. <https://www.theguardian.com/world/2022/jun/23/pope-francis-orders-online-release-of-second-world-war-era-jewish-files?fbclid=IwAR25vGBOwFSfSEnMs580ZzwLyfMbluQq1CKmWvR-7o4I9YCzfPtpLI3vv0>; <https://apnews.com/article/politics-united-states-vatican-city-religion-28c7c34e524434110b23743e53281d6d>

Un tribunal allemand a condamné à cinq ans de prison un ancien gardien de camp de concentration nazi âgé de 101 ans, “la personne la plus âgée à ce jour à être jugée pour complicité de crimes de guerre pendant l'Holocauste”, rapporte *Al Jazeera*. “Les procureurs avaient fondé leur dossier sur des documents relatifs à un garde SS avec le nom, la date et le lieu de naissance de l'homme, ainsi que sur d'autres documents”. <https://www.msn.com/en-us/news/world/germany-sentences-101-year-old-nazi-camp-guard-to-5-years-in-jail/ar-AAYX3jh>

“À l'occasion du 78e anniversaire de la déportation des Tatars de Crimée par Staline, le ministère ukrainien des affaires étrangères a appelé la communauté internationale à reconnaître que cette action était un génocide”, rapporte *Euromaiden Press*. Plus de 200 000 Tatars de Crimée ont été déportés vers “des zones rurales éloignées en Asie centrale et en Sibérie”. Plus de 46 % des Tatars de Crimée ont péri pendant le voyage et au cours des deux premières années d'exil en raison des conditions difficiles. Un an après la déportation, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les soldats tatars de Crimée démobilisés ont été envoyés directement en exil par l'armée soviétique”. Les archives russes détiennent des documents pertinents, voir <https://www.loc.gov/exhibits/archives/trans-l2tartar.html>. <https://euromaidanpress.com/2022/06/04/ukraine-calls-to-recognize-1944-deportation-of-crimean-tatars-was-genocide/?swfcp=1>

Nouvelles bilatérales et multilatérales.

Algérie/France. *Mediapart* a rapporté que “des archives inédites de la Présidence de la République, consultées par Mediapart, le prouvent désormais : Charles de Gaulle et l'Élysée savaient tout, et très vite”, du massacre d'Algériens à Paris le 17 octobre 1961, et ont pourtant maintenu les responsables à leur poste. *Mediapart* a publié plusieurs des documents nouvellement déclassifiés. <https://histoirecoloniale.net/De-Gaulle-et-le-massacre-des-Algeriens-a-Parisautour-du-17-octobre-1961.html>

Antigua-Barbuda/Royaume-Uni. Les habitants de l'île de Barbuda “pratiquent la propriété foncière communautaire depuis des siècles” et une loi foncière de Barbuda de 2007 l'a codifiée. Le gouvernement actuel d'Antigua-Barbuda veut annuler cette loi, le Premier ministre faisant valoir que “le développement de Barbuda dépend d'un système de droits de propriété développé qui offre aux individus la propriété libre et la propriété à bail” et dispose d'un registre foncier, rapporte *Just Caribbean Updates*. La controverse a fait son chemin jusqu'au Royaume-Uni, le seigneur des îles, et le Conseil privé basé à Londres s'est prononcé contre les droits fonciers communautaires. Les Barbudiens estiment que ce changement “détruirait leur mode de vie unique et effacerait leur identité culturelle”, craignant que le gouvernement ne transforme l'île en “attraction touristique haut de gamme”. <https://caribbeannewsupdates.blogspot.com/2022/06/privy-council-rules-against-barbuda.html>

Guerre des Balkans. Le *Humanitarian Law Center*, une ONG basée à Belgrade, a publié un rapport sur le bombardement croate des colonnes de réfugiés pendant l'opération "Tempête" en août 1995. Il s'agit d'extraits de déclarations de témoins que le personnel du Centre a "recueillies immédiatement après l'arrivée des réfugiés en Serbie". http://www.hlc-rdc.org/wp-content/uploads/2022/06/The_bombing_of_the_refugee_column_on_Petrovacka_Cesta.pdf

Bangladesh/Myanmar. Lors d'une réunion avec ses homologues du Myanmar sur le rapatriement de plus de 1,2 million de personnes de l'État Rakhine du Myanmar réfugiées au Bangladesh, le ministre des affaires étrangères du Bangladesh a déclaré que le Bangladesh avait remis au Myanmar "une liste de 830 000 personnes contenant des données biométriques", mais que le Myanmar n'en avait "vérifié que 58 000", selon la BSS. Le Myanmar insiste pour vérifier la résidence passée de chaque réfugié au Myanmar avant d'autoriser le retour. <https://www.bssnews.net/news/66753>

Europe. La Conférence des statisticiens européens, qui regroupe les responsables de la statistique de 57 pays européens, a adopté en 1992 les Principes fondamentaux de la statistique officielle, qui ont été repris par l'Assemblée générale des Nations unies en 2014. Lors de sa réunion de juin, la Conférence a publié une déclaration officielle acceptant d'utiliser des données privées à des fins statistiques officielles. Les confères ont déclaré qu'ils "s'engageraient efficacement avec les fournisseurs de données du secteur privé pour garantir les avantages mutuels de la collaboration tout en évitant les conflits d'intérêts avec d'autres intérêts publics" et qu'ils veilleraient "à ce que l'acquisition de données soit fondée sur les principes de nécessité, qu'elle ait toujours un objectif spécifique et que l'objectif de l'acquisition soit dans le meilleur intérêt des citoyens". Aucune mention claire des considérations relatives à la vie privée. https://unece.org/sites/default/files/2022-06/Position%20statement_access%20to%20data_adopted%20on%2022.06.2022.pdf; https://genevasolutions.news/science-tech/european-statisticians-reach-consensus-on-using-private-data-for-official-purposes?utm_source=newsletter&utm_medium=email

Libéria/États-Unis. L'ancien commandant des forces armées du Libéria, Moses Wright, a été inculpé devant un tribunal fédéral américain "pour tentative frauduleuse d'obtenir la citoyenneté, fraude dans les documents d'immigration, fausses déclarations en relation avec la naturalisation et parjure en relation avec sa tentative frauduleuse d'obtenir la citoyenneté américaine", a rapporté *Civitas Maxima*, une ONG suisse. Wright "est soupçonné d'avoir menti aux autorités d'immigration américaines au sujet d'atrocités qu'il aurait commises ou ordonné à des troupes sous son commandement de commettre, y compris, mais sans s'y limiter : persécution de non-combattants civils et de membres de la tribu Mano, meurtre de non-combattants civils, agression de non-combattants civils, fausse arrestation de non-combattants civils et faux emprisonnement de non-combattants civils". <https://civitas-maxima.org/2022/06/24/former-liberian-government-army-general-charged-in-philadelphia-united-states-in-connection-with-alleged-war-time-crimes/>

Guerre du Moyen-Orient. Le Bureau des droits de l'homme de l'ONU a publié un rapport "qui, après une évaluation rigoureuse et une analyse statistique des données disponibles sur les victimes civiles, estime que 306 887 civils ont été tués entre le 1er mars 2011 et le 31 mars 2021 en Syrie en raison du conflit". Parmi ceux-ci, "143 350 décès de civils ... ont été documentés individuellement par diverses sources avec des informations détaillées, comprenant au moins leur nom complet, la date et le lieu de leur décès". <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/06/un-human-rights-office-estimates-more-306000-civilians-were-killed-over-10>

Le Réseau syrien des droits de l'homme a publié son 11e rapport annuel sur la torture en Syrie, indiquant que "le nombre de personnes tuées sous la torture a atteint 14 685 entre mars 2011 et juin 2022, dont 191 enfants et 94 femmes (adultes), la grande majorité de ces victimes ayant été tuées par les forces du régime syrien". <https://snhr.org/wp-content/uploads/2022/06/R220610E.pdf>

Arabie saoudite/États-Unis/Yémen. Une enquête menée par le *Washington Post* et la faculté de droit de l'université de Columbia a montré que "la coalition dirigée par l'Arabie saoudite a mené plus de 150 frappes aériennes sur des cibles civiles au Yémen" et "qu'une partie substantielle des raids aériens a été effectuée par des jets développés, entretenus et vendus par des entreprises américaines et par des pilotes formés par l'armée américaine". Les chercheurs ont "examiné plus de 3 000 images, communiqués de presse, rapports médiatiques et vidéos accessibles au public, identifiant pour la première fois 19 escadrons d'avions de chasse qui ont pris part à la campagne aérienne menée par l'Arabie saoudite au Yémen". <https://www.stripes.com/theaters/middle-east/2022-06-04/saudi-airstrikes-yemen-war-crimes-us-support-6232657.html>

Guerre d'Ukraine. Au 27 juin, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme a déclaré avoir “enregistré 19 631 victimes civiles dans le pays : 4 731 tués et 5 900 blessés”. Le HCDH a déclaré qu'il “pense que les chiffres réels sont considérablement plus élevés, car la réception des informations en provenance de certains endroits où des hostilités intenses se sont déroulées a été retardée et de nombreux rapports sont encore en attente de corroboration”.

<https://www.ohchr.org/en/news/2022/06/ukraine-civilian-casualty-update-27-june-2022>

Le 14 juin, Amnesty International a indiqué que, selon le département médical de l'administration militaire régionale de Kharkiv, 606 civils avaient été tués et 1 248 blessés dans la région de Kharkiv depuis le début du conflit. Les chercheurs d'Amnesty International ont “enquêté sur 41 attaques ... et interrogé 160 personnes à Kharkiv pendant 14 jours en avril et mai, notamment des survivants d'attaques, des parents de victimes, des témoins et des médecins qui ont soigné les blessés. Les chercheurs de l'organisation ont recueilli et analysé des preuves matérielles sur les lieux des frappes, notamment des fragments de munitions, ainsi qu'un ensemble de documents numériques”. Amnesty a déclaré avoir trouvé “des preuves de l'utilisation répétée par les forces russes de munitions à fragmentation et de mines à fragmentation, toutes deux interdites par les traités internationaux en raison de leurs effets indiscriminés”. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/06/ukraine-hundreds-killed-in-relentless-russian-shelling-of-kharkiv-new-investigation/>

Art News rapporte que le ministère ukrainien de la Culture et de la Politique de l'information a déclaré le 9 juin que “389 sites du patrimoine culturel ont été détruits ou endommagés depuis le début de l'invasion”. L'article passe en revue les efforts internationaux pour documenter la destruction, et indique qu'Interpol télécharge sur son site ID-Art des images d'œuvres d'art ayant fait l'objet d'un trafic depuis l'Ukraine ; le Conseil international des musées crée une “liste rouge” (un “inventaire catégorisé des objets culturels faisant partie des collections d'institutions ukrainiennes reconnues et qui présentent un risque imminent de vol”) ; et le collectif Instagram *Divchata* tient à jour “une base de données des œuvres d'art qui ont été évacuées du pays”. Endommagé ou détruit, victime de trafic, risque de vol, évacué. <https://www.theartnewspaper.com/2022/06/10/is-ukraines-cultural-heritage-under-coordinated-attack>

Notant que “les nouvelles technologies permettent de documenter les crimes de guerre russes en temps réel”, le spécialiste de la Russie Paul Goble, écrivant pour *Euromaiden Press*, a déclaré que non seulement les tribunaux nationaux et internationaux auront beaucoup plus de preuves à examiner, mais aussi que pour “les victimes ukrainiennes, cela signifie que la documentation de ces crimes sert de facteur de mobilisation supplémentaire” tandis que “pour l'armée russe, cela signifie que les crimes de guerre sont devenus normaux, avec un si grand nombre de ses officiers et hommes impliqués qu'il y a un sentiment qu'ils doivent remporter la victoire ou ils seront punis”. <https://euromaidanpress.com/2022/06/10/ukraine-has-documented-more-than-11600-war-crimes-by-russian-forces/?swcfc=1>

Royaume-Uni/Anciennes colonies. Écrivant pour *l'Institute of Commonwealth Studies*, Mandy Banton, spécialiste des archives coloniales britanniques, rapporte que les Archives nationales ont “retiré” de l'accès public l'ensemble des “archives migrantes” du *Foreign and Commonwealth Office*. Les Archives ont déclaré que les documents ont “été temporairement retirés de l'accès public en raison de preuves de traitement de conservation historique de ces dossiers indiquant l'utilisation d'insecticides” et développent “une évaluation des risques et des conseils de manipulation sûre afin de créer des voies d'accès à cette série”, avec la promesse de faire le point sur la situation à la fin du mois de juillet. Les “archives migrantes” sont des documents qui ont été sélectionnés pour être conservés par le *Foreign and Commonwealth Office* au moment des décolonisations dans les colonies britanniques, envoyés à Londres, mais qui n'ont été remis aux Archives nationales qu'en 2012, bien après la date prévue pour le transfert. Ces documents sont d'une importance capitale pour toute recherche sur les anciennes colonies. <https://commonwealth.sas.ac.uk/blog/recent-withdrawal-public-access-important-migrated-archives>; <https://discovery.nationalarchives.gov.uk/details/r/C12269323>

Nouvelles nationales.

Algérie. La radio nationale a remis ses archives relatives à la lutte pour l'indépendance à l'Armée nationale populaire (ANP) pour “la préservation et la valorisation de la mémoire nationale”, rapporte *Algerian Press Service*. <https://www.aps.dz/algerie/142077-la-radio-algerienne-remet-un-lot-de-ses-archives-historiques-a-l-anp>

Argentine. Dans le premier arrêt d'une cour suprême d'Amérique latine sur le “droit à l'oubli”, le tribunal argentin a rejeté la requête d'une célébrité “visant à faire retirer des moteurs de recherche Google le contenu d'un scandale dans lequel elle a été impliquée il y a plus de 25 ans”, rapporte *Rest of the World*. Le tribunal a déclaré : “Aucun argument suffisant n'a été fourni pour démontrer qu'une personne qui était, et est toujours, une personnalité publique a le droit de limiter l'accès à des informations véridiques d'intérêt public qui circulent sur Internet”. https://restofworld.org/2022/argentina-supreme-court-google-right-to-be-forgotten-denegri/?utm_source=stack&utm_medium=email&utm_campaign=medium=email; <https://sjconsulta.csjn.gov.ar/sjconsulta/documentos/verDocumentoByIdLinksJSP.html?idDocumento=7765751&cache=1656442328022>

Australie. Le commissaire à l'information et à la protection de la vie privée, le commissaire à la liberté d'information et les responsables de plusieurs “agences de médiation” ont publié une déclaration commune sur l'importance de l'accès aux documents historiques pour les survivants des générations volées et leurs familles, rapporte *The Mandarin*. Ils se sont engagés à travailler “pour défendre un accès rapide et facile aux archives par le biais de systèmes d'accès informels dans la mesure du possible, les demandes d'accès formelles n'étant requises qu'en dernier recours”. Le terme “Génération volée” désigne les enfants qui ont été retirés de force à leur famille par les gouvernements, les églises et les organismes d'aide sociale entre 1910 et 1970 pour être élevés dans des institutions, placés en famille d'accueil ou adoptés par des familles non indigènes, au niveau national et international. <https://www.themandarin.com.au/191253-historical-records-key-to-truth-telling-information-and-privacy-authorities-say/?fbclid=IwAR2PVFuj2aNmUnBqk6gRuHls3Ndg7t6hshYIP2nVTSNHK9qz88FfSbOS0eA>

Bulgarie. La municipalité de Sofia “a refusé de donner la citoyenneté à “bébé Sarah”, la fille d'un couple de même sexe, un Bulgare et un citoyen britannique, qui s'était marié à Gibraltar”, a rapporté *BIRN*. L'enfant est apatride en vertu des lois espagnoles et britanniques. En décembre 2021, la Cour de justice de l'Union européenne “a statué que l'enfant devait recevoir un passeport bulgare”, une décision que la ville a ignorée. <https://balkaninsight.com/2022/06/14/european-rights-court-censures-bulgaria-over-homophobic-murder/>

Canada. “Les archives relatives aux pensionnats des Sœurs de Sainte-Anne des Premières nations seront remises au Musée Royal de Colombie Britannique dans le cadre d'un accord qui permettra au musée de numériser des boîtes de documents et de fournir un meilleur accès aux survivants”, rapporte le *Times Colonist*. http://www.timescolonist.com/local-news/museum-sisters-of-st-ann-reach-agreement-on-orders-archives-5433040?fbclid=IwAR2gwpXNquW1rbYPlzQ8r5GaQryALHNUhUpq9RsgAflBFLmnKakAZy_RnLg

Colombie. La Commission pour la clarification de la vérité, la coexistence et la non-récurrence a publié son rapport final, 800 pages sur près de six décennies de conflit civil. <https://www.comisiondelaverdad.co/hallazgos-y-recomendaciones-1>. Voir l'analyse du Bureau de Washington des ONG sur l'Amérique latine <https://www.wola.org/analysis/colombias-truth-commission-final-report-meeting-the-victims/?emci=2f7abe07-d0f7-ec11-b47a-281878b83d8a&emdi=0007353f-5ff9-ec11-b47a-281878b83d8a&ceid=8788546> et *National Security Archive* sur l'utilisation par la Commission de “milliers de documents américains déclassifiés”. <https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/colombia/2022-06-28/there-future-if-there-truth-colombias-truth-commission-launches>

La juridiction spéciale pour la paix (JEP) a tenu une audience au cours de laquelle “sept anciens commandants des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) ont fait face à leurs victimes dans l'enlèvement de milliers de personnes”, rapporte *JusticeInfo*. Le JEP “a enregistré 3 029 personnes en tant que parties à l'affaire” et “au moins une personne enlevée sur dix n'est pas revenue, selon les conclusions du JEP : 627 ont été tuées, dans les cas où leurs familles ont réussi à récupérer leurs restes, et 1860 sont toujours portées disparues”. <https://www.justiceinfo.net/en/102992-colombia-day-farc-leaders-faced-victims-kidnappings.html>

JusticeInfo a également publié un reportage illustrant le travail de l'Unité de recherche des personnes disparues ; la Commission de la Vérité a déclaré que 121 763 personnes avaient disparu entre 1985 et 2016. Lors de la recherche des restes d'une jeune femme, les anthropologues de l'Unité de recherche ont utilisé les archives d'un bureau paroissial de la ville de Saint-Domingue, les archives de l'hôpital pour le rapport d'autopsie, et l'inventaire privé d'un prêtre des sépultures de “personnes inconnues” dans un

cimetière ... https://www.justiceinfo.net/en/93366-colombia-end-mother-20-year-quest-missing-daughter.html#utm_source=emailing&utm_medium=email&utm_campaign=Newsletter-EN-06-06-to-10-06-2022

République dominicaine. “Selon des documents judiciaires, le ministre de l'environnement de la République dominicaine, Orlando Jorge Mera, a été mortellement abattu dans son bureau, apparemment par un ami d'enfance à cause d'un refus de permis d'environnement”, rapporte *Al Jazeera*.

<https://www.aljazeera.com/news/2022/6/9/dominican-republic-environment-minister-killed-over-permits-report?emci=79c45ffa-fae7-ec11-b47a-281878b83d8a&emdi=69daedfc-fbe7-ec11-b47a-281878b83d8a&ceid=4606001>

Équateur. Le 13 juin, des milliers de personnes ont entamé une grève nationale contre le gouvernement, que ce dernier a réprimée, rapporte *REAL News Network*. L'Alliance des organisations des droits de l'homme, une ONG, a déclaré qu'entre le 13 et le 19 juin, “les forces de sécurité de l'État ont commis 39 types de violations des droits de l'homme contre des citoyens participant à la grève nationale et ont tué un jeune indigène de 18 ans”. Le 19 juin, “la police nationale a occupé le Centre culturel Benjamin Carrion, dans la capitale Quito, afin d'utiliser ses installations comme base pour loger les policiers venus d'autres provinces pour contenir les protestations sociales. Quelques heures avant la prise de contrôle par la police, des fonctionnaires du bureau du procureur général de l'État ont fait une descente dans le centre, arguant qu'ils avaient reçu une plainte anonyme, selon laquelle les manifestants y entreposaient des explosifs. Les autorités n'ont cependant rien trouvé”. À la fin du mois, le gouvernement et le “principal groupe indigène du pays ... ont conclu un accord” pour interrompre les grèves, donnant au gouvernement 90 jours pour satisfaire les demandes des grévistes, a rapporté *AP*.

https://www.theguardian.com/world/2022/jul/01/ecuador-deal-reached-to-end-weeks-of-deadly-protests-and-strikes?utm_source=substack&utm_medium=email

Salvador. Le 2 juin, Amnesty International a déclaré que “lors des dernières semaines, elle a “minutieusement documenté” 28 cas de violations des droits de l'homme impliquant 34 personnes. Grâce à des entretiens approfondis, elle a “constaté que des milliers de personnes sont détenues sans que les conditions légales soient remplies - il n'y a pas de mandat d'arrêt administratif ou judiciaire et la personne n'a pas été appréhendée en flagrant délit”. En outre, seule une “minorité” de personnes arrêtées “a pu avoir accès à des défenseurs privés, qui n'ont pas accès au dossier et ne savent pas quelles informations le bureau du procureur leur a transmises”. <https://www.amnestyusa.org/press-releases/president-bukele-engulfs-el-salvador-in-a-human-rights-crisis-after-three-years-in-government/>

Guatemala. La Cour constitutionnelle du Guatemala, agissant sur l'appel du médiateur des droits de l'homme Jordan Rodas, a ordonné à la Commission des droits de l'homme du Congrès guatémaltèque de “fournir les records correspondants ou un rapport circonstanciel dans les 48 heures”, a rapporté la Commission des droits de l'homme du Guatemala/USA (une ONG). La demande de M. Rodas fait suite à la tentative de la Commission, le 31 mai, de le démettre de ses fonctions, la septième tentative de ce type à laquelle il a été confronté au cours de ses presque cinq années de mandat. “À la suite de cette tentative de révocation, M. Rodas a fait l'objet de menaces flagrantes et de moqueries de plus en plus nombreuses, notamment de la part des dirigeants de la Fondation contre le terrorisme (FCT). Des images vidéo montrent l'avocat de la FCT, Raul Falla, menaçant Rodas lorsque les deux hommes se sont croisés... le 8 juin”. <https://ghrcusa.wordpress.com/>

Allemagne. Un rapport d'une équipe de chercheurs de l'Université de Munster “a révélé qu'au moins 196 ecclésiastiques du diocèse catholique allemand de Munster ont abusé sexuellement de mineurs entre 1945 et 2020”, rapporte *AP*. “Les chercheurs ont déclaré avoir eu un accès sans entrave aux archives de l'église et ont parlé avec de nombreuses victimes”. <https://abcnews.go.com/International/wireStory/report-finds-196-clerics-abused-minors-german-diocese-85357263>

Haïti. Un groupe armé a occupé le tribunal de Port-au-Prince et, selon un responsable de l'Association nationale des greffiers haïtiens, “ils ont mis le feu aux dossiers, ils ont emporté le coffre-fort et les véhicules dans la cour”. Le bâtiment abrite les archives des tribunaux de Port-au-Prince et de Croix-des-Bouquets. <https://lenouvelliste.com/article/236459/des-bandits-detruisent-des-archives-au-tribunal-de-premiere-instance-de-port-au-prince>

Honduras. *Human Rights Watch* a envoyé une lettre et un rapport au président Xiomara Castro. Parmi les questions clés abordées figure la résolution des conflits fonciers, qui “sont au cœur de nombreux problèmes de droits de l'homme au Honduras. Les gouvernements précédents ont accordé des droits sur

les terres et les ressources à des entreprises par le biais de contrats manquant de transparence”. HRW l'a exhortée à “établir un système efficace pour fournir des titres de propriété pour les territoires traditionnels aux communautés indigènes et aux communautés d'ascendance mixte africaine et indigène”. https://www.hrw.org/news/2022/06/30/honduras-rights-agenda-castro-administration?utm_source=substack&utm_medium=email

Roberto David Castillo, l'homme qui a planifié le meurtre de Berta Caceres, a été condamné à 22 ans et 6 mois de prison pour l'assassinat de l'écologiste indigène, rapporte le *Guardian*. “Le tribunal a ordonné que les dossiers ne soient pas divulgués car l'enquête reste ouverte”. Pour plus d'informations, voir *Nouvelles SADH*, juillet 2021. <https://www.theguardian.com/world/2022/jun/20/honduras-man-who-planned-bertha-caceres-jailed-for-22-years?emci=8ed137c8-6bf1-ec11-b47a-281878b83d8a&emdi=55c80fcb-6cf1-ec11-b47a-281878b83d8a&ceid=4606001>

The Intercept a rapporté qu’“une masse de documents juridiques et financiers néerlandais et américains ... révèlent, pour la première fois, le flux de financement international dans les jours précédant le 2 mars 2016”, date à laquelle Caceres a été tué. Deux avocats néerlandais spécialisés dans les droits de l'homme ont obtenu ces documents. “Dans au moins quatre cas, selon les documents”, la banque d'État néerlandaise FMO “a débloqué des fonds à une société affiliée à Castillo et [Daniel] Atala qui ne correspondait pas au bénéficiaire de l'État, en acheminant l'argent via un compte offshore de la Deutsche Bank à New York”. Castillo était le directeur général et Atala le directeur financier de l'entreprise qui construisait le barrage contre lequel Caceres est mort. La famille et les avocats ont déposé une requête auprès des procureurs néerlandais, demandant une enquête criminelle sur FMO.

<https://theintercept.com/2022/06/23/honduras-bertha-caceres-murder-money-trail/>

Inde. Les chercheurs de la société de sécurité SentinelOne et des ONG Citizen Lab et Amnesty International ont découvert que les pirates informatiques qui “ont fabriqué des preuves sur les ordinateurs d'au moins deux militants arrêtés à Pune, en Inde, en 2018, qui croupissent tous deux en prison”, faisaient partie d'une “opération de piratage plus large qui a ciblé des centaines d'individus pendant près de dix ans, en utilisant des courriels de phishing pour infecter les ordinateurs cibles avec des logiciels espions”. Lorsque les chercheurs ont retrouvé la trace des comptes piratés, ils ont découvert des liens entre les pirates et “la même agence de police indienne dans la ville de Pune qui a arrêté plusieurs militants sur la base de preuves fabriquées”, rapporte *WIRED*. Pour le contexte, voir *Nouvelles SADH*, février 2021.

<https://www.wired.com/story/modified-elephant-planted-evidence-hacking-police/>

“Les archives de l'Assemblée législative de Goa depuis 1953, date de la première session de la Chambre, jusqu'à l'an 2000, ont été détruites lors du déménagement du secrétariat, a déclaré le ministre en chef Pramod Sawant”, rapporte *Outlook*. <https://www.outlookindia.com/national/goa-assembly-s-records-from-1963-to-2000-destroyed-during-relocation-cm-pramod-sawant-news-205193?fbclid=IwAR3A-wTYahZ4DOrtzw38-SSxp3dYYx5Uu8z2eWo7-ejolgWrRr4ayH3818>

Israël. Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a déclaré avoir terminé sa “surveillance indépendante” du meurtre de la journaliste américano-palestinienne Shireen Abu Akleh alors qu'elle couvrait une opération de l'armée israélienne dans le camp de réfugiés de Jénine, en Cisjordanie. Le porte-parole a déclaré : “Nous constatons que les tirs qui ont tué Abu Akleh provenaient des forces de sécurité israéliennes”, rapporte *France 24*. “Conformément à sa méthodologie de surveillance des droits de l'homme, le bureau des droits de l'ONU a inspecté le matériel photo, vidéo et audio, s'est rendu sur les lieux, a consulté des experts, examiné les communications officielles et interrogé des témoins”. <https://www.ohchr.org/en/press-briefing-notes/2022/06/killing-journalist-occupied-palestinian-territory;> <https://www.france24.com/en/middle-east/20220624-un-panel-finds-journalist-shireen-abu-akleh-was-killed-by-israeli-fire>

Kenya. À l'approche de l'élection présidentielle du 9 août, “les utilisateurs des médias sociaux au Kenya sont exposés à la désinformation politique, aux discours de haine et à l'incitation à l'encontre des communautés ethniques”, rapporte la Fondation Thomson Reuters. Un rapport de la Fondation Mozilla dit avoir “trouvé plus de 130 vidéos TikTok présentant de la haine et de la désinformation au cours d'une enquête de six mois, qui avaient collectivement accumulé plus de 4 millions de vues”. La Commission nationale pour la cohésion et l'intégration “a identifié 83 cas de discours de haine en ligne liés aux élections et des personnes ont été poursuivies en justice”. https://news.trust.org/item/20220623150254-pe4vm/?utm_source=twitter&utm_medium=social&utm_campaign=trf-corro&utm_content=thread

Libye. Dans son rapport au Conseil des droits de l'homme, la Mission d'établissement des faits indépendante des Nations unies sur la Libye indique que depuis le début de ses activités en juin 2020, elle a “mené plus de 300 entretiens”, examiné “des lois et règlements, des documents judiciaires, des rapports médicaux et médico-légaux” et fait procéder à des examens médicaux “par le médecin légiste de la Mission”. Enquêtant sur les “violations flagrantes des droits de l'homme et les violations graves du droit international humanitaire” survenues depuis 2016, “la Mission a pris connaissance de centaines d'incidents ayant entraîné des pertes civiles et/ou la destruction ou l'endommagement de biens civils”, entre autres violations. <https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/libya/index>

Mexique. “Un ancien fonctionnaire qui a dirigé la recherche des disparus au Mexique a été reconnu coupable d'avoir partagé avec une société privée des informations génétiques confidentielles provenant de milliers de restes humains retrouvés”, rapporte le *Washington Post*. “L'un des principaux éléments de preuve du procès était un document officiel signé par [l'ancien fonctionnaire] acceptant de fournir le matériel génétique à AND, une société de biotechnologie mexicaine. Il aurait rencontré une représentante de la société et l'aurait “autorisée à télécharger des informations génétiques sur une clé USB”. <https://www.spokesman.com/stories/2022/jul/01/ex-leader-of-mexicos-search-for-the-disappeared-co/>

Myanmar. L'ONG *Fortify Rights* a publié un rapport de 63 pages intitulé “Génocide par attrition : Le rôle des documents d'identité dans l'Holocauste et les génocides du Rwanda et du Myanmar”, qui révèle “comment la junte du Myanmar continue de forcer les Rohingyas à obtenir des cartes de vérification nationale (NVC) qui les privent effectivement de l'accès à tous les droits et protections liés à la citoyenneté”. Le rapport s'appuie sur “des recherches historiques sur les génocides passés, des entretiens avec plus de 20 survivants du génocide des Rohingyas, des documents de la junte du Myanmar ayant fait l'objet de fuites et une analyse des médias soutenus par la junte après le coup d'État”. <https://www.fortifyrights.org/downloads/Genocide%20by%20Attrition%20-%20Fortify%20Rights%20Report.pdf>

Au cours des mois qui ont suivi le coup d'État du 1er février 2021, le rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme au Myanmar a indiqué que “l'armée a tué au moins 142 enfants au Myanmar. Plus de 250 000 enfants ont été déplacés par les attaques de l'armée et plus de 1 400 ont été détenus arbitrairement. Au moins 61 enfants, dont plusieurs âgés de moins de trois ans, seraient détenus comme otages. L'ONU a documenté la torture de 142 enfants depuis le coup d'État”. <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/06/un-expert-releases-new-report-documenting-military-juntas-impact-myanmars>

Nicaragua. Depuis la fin de 2018, le gouvernement a annulé le statut juridique (le droit de fonctionner) de 870 organisations à but non lucratif, a rapporté *Redaccion Confidencial*. Les annulations se font soit par des décrets législatifs de l'Assemblée nationale, soit “par le biais du ministère de l'Intérieur (Migob), où les registres des organismes ont été annulés”. https://www.confidencial.digital/politica/regimen-ilegaliza-a-796-oeneges-en-el-primer-semester-de-2022/?utm_source=DB+El+Faro+English&utm_campaign=a1c01b551a-EMAIL_CAMPAIGN_2020_04_22_01_08_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_3ec9190c89-a1c01b551a-363082696
https://www.confidencial.digital/nacion/regimen-expulsa-de-nicaragua-a-misioneras-de-la-caridad-fundada-por-madre-teresa-de-calcuta/?utm_source=DB+El+Faro+English&utm_campaign=a1c01b551a-EMAIL_CAMPAIGN_2020_04_22_01_08_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_3ec9190c89-a1c01b551a-363082696

Les Philippines. Le procureur de la Cour pénale internationale a déposé une requête auprès des juges pour obtenir l'autorisation “de reprendre son enquête sur la situation en République des Philippines”. La déclaration du procureur indique : “Après un examen minutieux et approfondi de toutes les informations fournies par les Philippines, ainsi que d'autres informations disponibles publiquement, fournies par des tiers ou déjà dans notre collection, j'ai conclu que le report demandé par les Philippines n'est pas justifié et que l'enquête doit reprendre aussi rapidement que possible”. L'accent est mis sur les crimes contre l'humanité présumés commis entre le 1er novembre 2011 et le 16 mars 2019 “dans le contexte de la soi-disant “guerre contre la drogue” du gouvernement philippin”. <https://www.icc-cpi.int/news/statement-prosecutor-international-criminal-court-karim-khan-qc-following-application-order>

Le *Guardian* et le *New York Times* ont tous deux publié des articles sur les organisations de défense des droits de l'homme, les militants et les historiens philippins qui craignent que “des documents ne disparaissent” après l'accession du fils du dictateur Ferdinand Marcos à la présidence le 30 juin. La

Commission du mémorial des victimes de violations des droits de l'homme est en train de numériser 11 103 dossiers de victimes qui ont obtenu des réparations de la Commission des réclamations des victimes des droits de l'homme et des bénévoles du Monument des héros numérisent des documents de l'ère Marcos. Un lieu sûr pour les copies pourrait être nécessaire. https://www.theguardian.com/world/2022/jun/07/archivists-rush-to-preserve-records-of-atrocities-under-ferdinand-marcos-sr-philippines?CMP=share_btn_link; <https://www.nytimes.com/2022/06/07/world/asia/philippines-martial-law-marcos-museum.html>

Pologne. Le ministère de la Santé “a ajouté les grossesses à une liste d'informations sur la santé des Polonais à inclure dans une base de données médicales nationale en ligne”, a rapporté BIRN. “Le fait que le gouvernement ait accès à des informations sur la grossesse de chaque femme suscite des inquiétudes dans un pays où l'avortement est désormais quasiment illégal”. <https://balkaninsight.com/2022/06/07/polish-women-worry-about-government-move-to-add-pregnancy-info-to-online-database/>

Roumanie. Selon une annonce faite par les Archives nationales en mai 2022, “l'accès des chercheurs aux archives historiques sur la période communiste est complètement interrompu jusqu'à nouvel ordre”, écrit Elena Dragomir sur le blog H-Romania. “Après 15 ans d'amélioration de l'accès aux archives communistes, en 2021 et 2022, le service secret du ministère de l'Intérieur a commencé une série de vérifications dans les Archives nationales (aussi bien les branches centrales que locales) dans tout le pays, en vertu de la loi n° 182/2002 sur la protection des informations classifiées et de la décision gouvernementale n° 585/2002 établissant les normes d'application de cette loi. Deux chercheurs et deux archivistes font actuellement l'objet d'une enquête de la part de la Direction des enquêtes sur la criminalité organisée et le terrorisme, car ils sont accusés de ... crime organisé et terrorisme” pour avoir eu accès ou permis à d'autres d'avoir accès à des documents historiques classifiés des Archives nationales. Des archivistes ont également révélé que des documents du Fonds national d'archives ont été détruits à la demande et sous la supervision des services secrets, dans tout le pays”. <https://networks.h-net.org/node/7941/discussions/10356425/end-archive-research-communist-and-post-communist-romania>

Afrique du Sud. La Haute Cour du Cap occidental a ordonné à la ville du Cap de restituer les biens des sans-abris vivant autour du Château et du centre-ville qui ont été expulsés de leurs emplacements dans le cadre d'une “opération de nettoyage”, rapporte *News 24*. Dans une déclaration sous serment déposée dans le cadre de cette affaire, une femme sans-abri a déclaré : “Parmi les effets personnels pris par les forces de l'ordre et les travailleurs de l'EPWP [Expanded Public Workers Programme] figurent des documents d'identité, des permis de demandeur d'asile, des matelas, des médicaments contre le VIH et la tuberculose, des cartes de clinique, des documents personnels, des certificats de naissance, des vêtements, des articles de toilette et de l'argent”. <https://www.news24.com/news24/SouthAfrica/News/city-of-cape-town-to-return-belongings-to-homeless-after-agreement-in-court-20220603>

Soudan. L'ONG C4ADS, basée aux États-Unis, a publié un rapport sur “un cartel répressif d'acteurs affiliés à l'État” qui “utilise son contrôle de l'économie pour entraver les ambitions démocratiques du Soudan”. Elle a “cartographié l'écosystème” des entreprises contrôlées par l'État au Soudan, en utilisant “des sources de données officielles et publiques du gouvernement soudanais provenant du ministère des finances et de la planification économique (MOF) et du RDC [Regime Dismantlement Committee]” et a identifié 408 entreprises contrôlées par l'État dans “des secteurs aussi divers que l'agriculture, la banque et l'industrie militaire”. Elle explique que “C4ADS utilise les records officiels des entreprises chaque fois que cela est possible pour vérifier les réseaux de propriété des entreprises. Cependant, ces informations ne représentent qu'un instantané de l'activité de l'entreprise à un moment donné ; les records peuvent ne pas être mis à jour régulièrement, ne pas être cohérents ou totalement précis”. <https://static1.squarespace.com/static/566ef8b4d8af107232d5358a/t/62bc52d3bb85f700a809a64a/1656509153182/Breaking+the+Bank+-+C4ADS.pdf>

Syrie. En 2014, Tamer Turkmani, un Syrien, a écrit un post Facebook “exhortant les personnes de sa liste d'amis à envoyer les photos de leurs proches abattus sans pitié par le régime d'Assad”, écrit TRT World. Il possède désormais 40 000 giga-octets de vidéos, de photos, de bases de données, de livres, etc., qui montrent tous les crimes de la guerre en Syrie. Turkmani vit désormais hors de Syrie. <https://www.trtworld.com/magazine/40-thousand-gigabytes-an-archive-of-assad-s-war-crimes-in-syria-57624?fbclid=IwAR0zHnVxz6aSp1zwbkwdmCmDxKsUb5ZMcDdzQTm30xz5Z88s3lcSU4FS7w>

Tanzanie. “Des milliers de Masaïs ont fui leurs maisons (...) à la suite d'une répression policière brutale des protestations contre les tentatives du gouvernement de les expulser pour faire place aux chasseurs de trophées et à la conservation”, écrit l'ONG *Survival International*. “Des vidéos et des photos largement partagées sur les médias sociaux montrent une attaque mortelle et indiscriminée contre les manifestants. Aujourd'hui, la police fait du porte-à-porte dans les villages Masaïs, battant et arrêtant ceux qui, selon eux, ont distribué des images de la violence, ou ont pris part aux protestations”. Malheureusement, “de nombreux Masaïs confrontés à la violence aujourd'hui ont également été expulsés du Serengeti en 1959, par les fonctionnaires coloniaux britanniques”. <https://www.survivalinternational.org/news/13051>

États-Unis. “Près de 40% des organismes chargés de l'application de la loi dans le pays n'ont soumis aucune donnée en 2021 à un programme de collecte de statistiques criminelles du FBI nouvellement révisé, laissant un vide massif d'informations”, écrit l'ONG *Marshall Project*. “Depuis 1930, la nation s'est appuyée sur la collecte de données du FBI pour comprendre l'évolution de la criminalité, comme le nombre de meurtres ou de viols commis l'année dernière, la ville qui avait le taux de meurtre le plus élevé ou le nombre de personnes arrêtées”. https://www.themarshallproject.org/2022/06/14/what-did-fbi-data-say-about-crime-in-2021-it-s-too-unreliable-to-tell?utm_source=email&utm_medium=editorial&utm_content=news&utm_campaign=220614

Un groupe de 13 personnes a intenté un procès au gouvernement fédéral parce que plus de deux ans après avoir demandé la citoyenneté, le service de citoyenneté et d'immigration ne les a pas programmés pour des entretiens de citoyenneté, rapporte *CNN*. Les records relatifs à l'histoire de l'immigration, connus sous le nom de dossiers A, doivent être récupérés dans les centres d'archives des Archives nationales et envoyés au Service de l'immigration afin de traiter les demandes de citoyenneté ; en raison des restrictions opérationnelles liées à la pandémie qui ont réduit le personnel des centres d'archives, la récupération des dossiers a été retardée. Il y a maintenant 40 000 demandes en attente (en baisse par rapport à un pic signalé de 350 000) ; les Archives nationales ont déclaré qu'elles étaient “sur le point d'éliminer l'arriéré”. https://www.cnn.com/2022/06/12/us/immigration-records-lawsuit-limestone-caves-ccc/index.html?fbclid=IwAR30L40fbbKkEii18TCUfKZ04weN8xkU9PUTs7W11H5HUZ8ee4W5P-_Y4qyk

Reveal and *The Markup* ont publié les résultats d'une enquête conjointe qui a révélé que Facebook “collecte des données sur les personnes qui visitent les sites web de centaines de centres de crise pour femmes enceintes. Qui sont des quasi-cliniques de santé, pour la plupart gérées par des organisations à orientation religieuse dont la mission est de persuader les gens de choisir une option autre que l'avortement”. Les données sont collectées “grâce à un outil de suivi appelé Meta Pixel qui fonctionne qu'une personne soit connectée ou non à son compte Facebook”. Les chercheurs “ont analysé les sites de près de 2 500 centres de crise de la grossesse - avec des données fournies par l'Université de Géorgie - et ont constaté qu'au moins 294 d'entre eux partageaient des informations sur leurs visiteurs avec Facebook”. Un porte-parole de Facebook a déclaré : “Il est contraire à nos politiques que des sites web et des applications envoient des informations sensibles sur des personnes par le biais de nos outils professionnels”. https://revealnews.org/article/facebook-data-abortion-crisis-pregnancy-center/?utm_source=reveal-newsletter&utm_medium=email&utm_campaign=weekly-reveal&mc_cid=f15a2af8a0&mc_eid=984067ef8d

À la suite de la décision de la Cour suprême selon laquelle il n'existe pas de droit constitutionnel à l'avortement, de nombreuses personnes ont exprimé leurs craintes quant à l'utilisation d'applications de suivi des règles et à l'utilisation potentielle des records médicaux pour poursuivre les personnes souhaitant avorter et résidant dans des États où cette pratique est désormais illégale, rapporte *STAT*. Le directeur général de l'ONG *Civitas Networks for Health* a expliqué : “L'absence d'une loi nationale sur la protection de la confidentialité des données nuit à tout. Elle nuit à la santé des gens. Elle nuit à la vie privée des gens. Elle rend difficile l'échange de données à des fins autorisées”.

https://www.statnews.com/2022/06/30/roe-abortion-health-data-privacy-cambridge-analytica/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=059492f101-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-059492f101-149736437
<https://apnews.com/article/politics-health-syphilis-race-and-ethnicity-business-0a393357b7014707cf2dd18454a3cce4>

Le *Milbank Memorial Fund*, une organisation philanthropique new-yorkaise, a demandé à l'historienne Susan Reverby de faire des recherches sur la participation du Fonds à la tristement célèbre étude sur la syphilis de Tuskegee, dans le cadre de laquelle, à partir de 1932, “des fonctionnaires de l'Alabama rural ont refusé de traiter des hommes noirs infectés par la syphilis sans méfiance, afin que les médecins puissent suivre la maladie et disséquer leurs corps par la suite”, écrit AP. “Environ 620 hommes ont été

étudiés, et à peu près 430 d'entre eux avaient la syphilis." Le chirurgien général américain de l'époque a demandé au Fonds de fournir de l'argent aux familles des hommes pour les persuader d'autoriser les autopsies. Le Fonds a fourni plus de 20 000 dollars pour environ 234 autopsies et savait ce qu'il finançait, car, selon Reverby, "les records indiquent très clairement, syphilis non traitée".

<https://www.timesunion.com/news/article/New-York-fund-apologizes-for-role-in-Tuskegee-17235153.php>

États-Unis/Californie. Le groupe de travail de l'État sur les réparations a publié un rapport offrant "un regard complet sur les impacts de l'esclavage et de générations de discrimination sur les Californiens noirs et les Américains noirs plus largement", rapporte *NBCBL*. Le rapport indique que les préjudices infligés aux citoyens et résidents noirs "étaient en grande partie intentionnels, élaborés par des politiques locales et nationales qui se renforçaient mutuellement". Le rapport "comprend des témoignages d'experts et des réunions publiques du groupe de travail, ainsi qu'un examen complet d'articles de presse, d'articles universitaires et de documents historiques".

<https://oag.ca.gov/system/files/media/ab3121-reparations-interim-report-2022.pdf>

États-Unis/ Maryland. La Commission pour la vérité et la réconciliation en matière de lynchage du Maryland a tenu une audience publique sur le cas de Howard Cooper, "un jeune Noir de 15 ans" qui a été accusé d'avoir agressé et violé une jeune fille blanche et qui a été "condamné à mort par un jury qui a délibéré pendant moins d'une minute", rapporte le *Baltimore Sun*. N'ayant pas attendu la procédure officielle de mise à mort, Cooper a été "traîné hors de sa cellule et pendu ... à l'extérieur de la prison de Towson, dans le pays de Baltimore, par une foule d'hommes blancs en 1885". L'arrière-arrière-petite-fille de l'homme identifié comme le chef de la bande de lyncheurs a déclaré : "Je suis impressionnée par les archives qui ont permis de mettre cette vérité en lumière".

<https://www.baltimoresun.com/maryland/bs-md-hearing-lynching-howard-cooper-1885-20220604-cdwjilbcubdh7gxugi7blvde24-story.html>

États-Unis/Mississippi. L'un des cas les plus célèbres d'injustice raciale est l'enlèvement et le meurtre, en août 1955, d'Emmett Till, un jeune Noir de 14 ans accusé d'avoir fait des avances inconvenantes à une femme blanche dans un magasin de Money, dans le comté de Leflore (Mississippi). En consultant les archives du comté, des chercheurs ont trouvé un "mandat non signifié" daté du 29 août 1955, qui accusait une femme blanche, Carolyn Donham, d'être impliquée dans l'enlèvement de Till en 1955. Le mandat d'arrêt était connu à l'époque, mais "le shérif du comté de Leflore a déclaré aux journalistes qu'il ne voulait pas "embêter" la femme car elle avait deux jeunes enfants à charge". Donham est toujours en vie ; les proches de Till veulent que le mandat d'arrêt soit utilisé pour l'arrêter.

https://www.wjtv.com/news/1955-warrant-in-emmett-till-case-found-family-seeks-arrest/?utm_medium=referral&utm_source=t.co&utm_campaign=socialflow

Conférences, publications.

Appel à contributions pour un atelier en deux séries : *Local Responses to Missing Persons and Post-Conflict Peacebuilding* (Réponses locales aux personnes disparues et consolidation de la paix après un conflit). Le premier atelier se tiendra en ligne en décembre 2022 ; le second, un atelier en face à face, aura lieu à la mi-2023. Les propositions doivent être soumises avant le 31 juillet 2022. Pour plus de détails sur les thèmes, les objectifs et les dates des ateliers, contactez Simon Robins :

simon.robins@simonrobins.com

Jennifer Easterday, Jacqueline Geis, Alexa Koenig, "Sept questions essentielles pour documenter les crimes de guerre ethniques" Données responsables : <https://responsibledata.io/2022/06/01/seven-essential-questions-for-ethical-war-crimes-documentation/>

Anna Myriam Roccatello, "En Ukraine, la justice pour les victimes va au-delà de la responsabilité pénale", Centre international pour la justice transitionnelle: <https://www.ictj.org/latest-news/ukraine-justice-victims-more-criminal-accountability>

Isber Sabine, Ristam Abdo, Neil Brodie, "De nouvelles preuves de l'implication de Da'esh en Syrie dans le commerce illicite d'antiquités", *Journal of Eastern Mediterranean Archaeology and Heritage Studies*, Vol. 10., No. 2, 2022: <https://muse.jhu.edu/issue/47891>

“La course pour cacher votre voix”, *WIRED*: <https://www.wired.com/story/voice-recognition-privacy-speech-changer/>

S'il vous plaît partagez des nouvelles avec nous! trudy@trudypeterson.com Pour voir les numéros précédents, voir <https://www.ica.org/en/sahr-newsletters>

La Section des archives et des droits de l'homme remercie le magazine d'archives italien en ligne Il Mondo degli Archivi d'avoir géré la distribution de SAHR News. Pour vous abonner aux News, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici : <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

Cette Lettre d'information est publiée sous licence *Creative Commons*. N'hésitez pas à le diffuser davantage et à le réutiliser à des fins non commerciales.

(Traduction française : Rémi DUBUISSON)